

Présentation

Dans son rapport global 2003, le **Bureau International du Travail** observe que l'avancée des femmes aux postes supérieurs est freinée par «leur exclusion des réseaux officiels ou non et que leur participation à la prise de décision s'avère être l'un des domaines les plus résistants à l'égalité hommes et femmes». Si tel est le cas dans les pays les plus développés, qu'en est-il dans les pays en voie de développement et qui, de surcroît, sont soumis à d'autres pesanteurs idéologiques, culturelles et sociales ?

Le nombre de femmes diplômées au Maghreb évolue d'année en année ainsi que l'activité féminine. Ce développement de l'activité féminine bute sur des obstacles qui freinent leur accès aux postes de responsabilité et de décision. Le principe «à compétence égale/poste égal» est battu en brèche.

Certaines études mentionnent le taux très faible de présence des femmes diplômées aux postes de décision, et ce en comparaison avec le taux de féminité très important dans les études universitaires et grandes écoles. Le parcours que celles-ci empruntent pour relever *le défi* s'avère amer et l'aboutissement se réalise aux prix d'importantes concessions sur le plan personnel et social.

A cet égard, les normes culturelles, les représentations sociales, le statut particulier des femmes, l'absence de politiques(s) de soutien aux femmes et la nature de l'organisation du travail sont autant de freins sérieux qui entravent la progression des femmes diplômées dans leur carrière.

Partant d'un tel constat, les présentes contributions^[1] ont pour objet d'encourager un échange scientifique autour d'un ensemble d'interrogations exploratoires. Dans ce cadre, il serait intéressant de connaître la place qu'occupent aujourd'hui les femmes dans toutes les sphères de la société, d'indiquer les tendances émergentes du marché du travail ; ont-elles les mêmes chances que les hommes quant à leur insertion professionnelle ? Pourquoi sont-elles moins sollicitées quand il s'agit de nomination à des postes de haute responsabilité ? Dans quelle mesure et comment le statut des femmes ainsi que leur rôle dans la société influent-ils sur leur trajectoire professionnelle ? Existe-t-il des particularités d'une société par rapport à une autre ?

Karima Bouzguenda s'intéresse à la dimension éducative des femmes tunisiennes pour expliciter les possibilités au nom de la mise en valeur des compétences. L'auteur analyse la relation entre éducation et accès au marché du travail et la problématique de la promotion des femmes

aux postes de direction. K. Bouzguenda s'appuie sur des données concrètes de terrain. Elle identifie une typologie de trajectoire de femmes qui alimente son argumentaire autour de la notion de «glass-ceiling».

Zohra Lhiou s'interroge sur le pourquoi de la fermeture des postes de décision aux femmes diplômées marocaines.

L'auteur étaye son approche à partir de deux secteurs d'activités. Sur la base d'une présentation concrète des organes pédagogiques et administratifs universitaires, elle met en relief la faible représentativité des femmes – la sphère politique lui offre l'autre terrain pour démontrer le manque de présence des femmes dans les structures des différents échelons de la décision politique. Sur la base d'une présentation d'un panorama statistique récent, *Khadija Allia* identifie les tendances lourdes en terme de présence des femmes diplômées dans les différents secteurs d'activités.

L'auteur observe que le taux des femmes diplômées est en constante évolution en Algérie tandis que leur distribution sur le marché du travail se caractérise par un important déséquilibre. Elle relève que certains secteurs d'activités comme l'éducation, la santé, la justice manifeste une volonté claire pour une plus grande implication des femmes diplômées dans les postes de responsabilités.

Anissa Benhassine, approche l'état des femmes diplômées tunisiennes à partir du parcours scolaire et le niveau d'implication dans la vie active.

L'auteur nous esquisse un rappel historique sur le statut de la femme tunisienne d'une part et expose l'évolution de la distribution des femmes diplômées dans les différents secteurs d'activités. A. Benhassine constate une présence importante des femmes diplômées dans les secteurs «classiques» (éducation, santé), mais elle révèle une émergence encore timide dans d'autres secteurs.

Kamel Mellakh, prend appui sur une investigation concrète dans les structures du Ministère marocain de l'agriculture pour s'interroger sur la place et le statut des femmes diplômées.

L'auteur identifie une série de variables (origine sociale, le milieu scolaire, situation matrimoniale, origine géographique) pour approcher les opportunités d'accès aux postes de responsabilité des femmes diplômées dans ce secteur d'activité.

Doria Cherifati Merabtine, aborde l'équation classique entre travail domestique et travail professionnel. L'auteur amorce un examen très stimulant d'une série d'itinéraires professionnels des femmes diplômées algériennes. C'est à ce niveau que réside la nouveauté et l'intérêt de l'approche de D. C. Merabtine, car elle réussit à montrer que cette équation se complique plus dans le cas des femmes diplômées.

Enfin *Grazia Scarfo Ghellab* prend appui sur une enquête sur les ingénieurs marocains pour s'intéresser plus particulièrement aux

femmes ingénieurs. L'auteur inaugure sa contribution par un survol très stimulant de la littérature théorique autour de cette problématique. Ensuite, elle entame une approche qualitative qui révèle la richesse de certaines variables (parcours scolaire, origine sociale, motivation) dans l'examen de l'équation des femmes diplômées et leur implication dans les différents secteurs d'activité.

La double richesse des références théoriques et des données concrètes de terrain qui caractérisent l'ensemble de ces contributions nous inspirent deux enseignements.

- La première est que malgré l'existence de variables communes (origine sociale, parcours scolaire, situation familiale etc...) qui influencent directement ou indirectement les destinées professionnelles des femmes diplômées, les attributs culturels, sociaux et l'histoire particulière du système politique demeurent fondamentaux.

- La présentation des expériences du Maghreb nous éclaire sur le rapprochement avec certaines situations européennes et anglo-saxonnes. Elle nous signifie que la condition des *femmes diplômées du Maghreb* n'est pas alarmante en comparaison avec celles des pays «développés»^[2].

L'urgence serait d'encourager des études de terrain avec une perspective comparatiste afin d'assurer une plus grande visibilité des expériences des pays du Maghreb

Mohamed BENGUERNA
Maître de Recherche - CREAD -

Notes

^[1] La grande majorité des textes contenus dans cette nouvelle livraison des Cahiers du CREAD, ont été présentés lors de la journée d'animation scientifique régionale que le réseau de chercheurs: «Cultures, identité et dynamiques sociales» – C.I.D.S. – de l'A.U.F (Agence Universitaire de la Francophonie), a organisé à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Nabeul (Tunisie), le 30 novembre 2004 autour du thème «Femmes diplômées du Maghreb et accès au marché du travail». Nous tenons à remercier les membres du C.I.D.S. ainsi que la Direction de l'A.U.F pour le soutien de la publication de ces actes.

^[2] Les dernières années, des enquêtes, des sondages ainsi que la mobilisation des organisations internationales ont révélé la condition précaire des femmes diplômées dans ces pays.

